Document generated on 07/18/2025 12:52 p.m.

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Gabriel Gagnon et Marcel Rioux, *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Québec, IQRC, 1988, 190 p.

Luc Theriault

Number 20 (60), Fall 1988

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1034126ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1034126ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Theriault, L. (1988). Review of [Gabriel Gagnon et Marcel Rioux, *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Québec, IQRC, 1988, 190 p.] *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (20), 190–192. https://doi.org/10.7202/1034126ar

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1988

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Gabriel Gagnon et Marcel Rioux, *À propos d'autogestion et d'émancipation,* Québec, IQRC, 1988, 190 p.

Luc Thériault, Département de sociologie, Université de Toronto.

L'Institut québécois de recherche sur la culture publiait récemment un petit ouvrage contenant deux essais, résultat d'une recherche entreprise en 1980, sur « les pratiques émancipatoires en milieu populaire ».

Autogestion

Dans le premier essai, Gabriel Gagnon passe en revue une série d'expériences québécoises d'autogestion. L'essai se situe dans le cadre d'une sociologie du sujet en convergence avec ce que Rosanvallon appelle la « galaxie auto ». Il s'agissait, pour l'équipe de l'IQRC, de « choisir plusieurs groupes dits populaires susceptibles de réaliser (...) les ruptures conduisant à l'avènement d'une société auto-gestionnaire » (p. 18). L'étude de ces groupes porteurs de rupture et d'émancipation allait nécessiter l'élaboration d'une méthodologie d'un type nouveau. L'intervention sociologique est, ici, complétée par l'analyse de données objectives et par la cueillette de récits de vie.

C'est par l'analyse du « domaine du travail » que Gagnon amorce son tour d'horizon du mouvement autogestionnaire québécois. Dans l'expérience de la coopérative de développement du JAL, au Témiscouata, dans celle d'une coopérative de production de l'Abitibi, comme dans la lutte des expropriés de Mirabel, le sociologue décèle des transformations en profondeur des mentalités de ces milieux ruraux plutôt traditionnels. L'un des changements culturels les plus notables concerne la place accrue occupée par les femmes dans la communauté.

En parallèle à ces développements en milieu rural, des entreprises alternatives émergent en milieu urbain, souvent en réponse à la fermeture d'entreprises traditionnelles. L'expérience de Tricofil, en particulier, allait, au-delà de son échec, avoir un important impact dans l'imaginaire québécois et dans l'orientation de notre syndicalisme. Moins connue est la réussite de l'imprimerie Harpell de Sainte-Anne-de-Bellevue, la plus ancienne coopérative ouvrière du Québec. Malgré cette dernière exception, l'avenir des coopératives de travail est aujourd'hui mal assuré. C'est plutôt vers la copropriété, la cogestion et, finalement, la gestion participative que s'orientent les nouveaux développements dans le domaine du travail. Selon Gagnon, la gestion participative aurait en fait pour objectif d'atténuer l'emprise syndicale sur les travailleurs. L'opposition entre cette forme de gestion et des modèles porteurs de ruptures plus significatives serait symptomatique de la lutte plus fondamentale que se livrent narcissisme et solidarité dans les sociétés postindustrielles.

Du domaine du travail on passe ensuite à celui du cadre de vie, de l'univers des producteurs à celui des usagers, lieu de tentatives de reprise en mains du quotidien. L'habitation coopérative, par l'aménagement d'espaces collectifs, a pu contribuer à la formation d'une identité collective et à l'instauration d'un mode différent de vie quotidienne. Les conflits ne sont cependant pas absents de ce genre d'organisation. En particulier, « l'intégration demeure difficile entre une " nouvelle petite bourgeoisie" dominante (...) et les groupes peu scolarisés et défavorisés économiquement que les réglementations gouvernementales (lui) imposent d'accueillir » (p. 62). Ici encore, l'avenir est incertain. Les locataires à haut revenu optent de plus en plus pour la formule de la copropriété, alors que l'État tend à diminuer les minces appuis accordés aux coopératives d'habitation.

Aux tentatives d'habiter autrement s'ajoutent celles de consommer autrement, notamment dans le domaine de l'alimentation. Les comptoirs alimentaires auront surtout contribué à la réduction de la facture d'épicerie d'une partie des classes populaires. Les coopératives d'alimentation naturelle, par contre, ont tenté d'aller plus loin en élaborant un nouveau projet de société axé sur la qualité de la vie. Mais, là comme dans d'autres groupes populaires, un conflit interne débouchera sur la remise des pouvoirs de gestion aux structures administratives formelles. Bien que, dans ce domaine comme dans celui de l'habitation, le ton soit plus à la rentabilité et à la concentration qu'aux projets d'autogestion, « les clubs coopératifs et les coopératives d'aliments naturels continuent à prouver qu'il n'est pas requis d'abandonner totalement aux grosses entreprises privées un secteur essentiel de notre vie quotidienne » (p. 72).

Pour nourrir l'esprit des jeunes générations, quelques écoles alternatives ont été implantées au sein même du réseau des commissions scolaires. Ces initiatives ne sont cependant pas celles de parents appartenant aux classes populaires et ne semblent guère avoir tenu compte des principales personnes concernées, les enfants. Le cas des garderies est plus intéressant. Depuis de nombreuses années, elles ont été l'objet d'incessantes luttes de pouvoir. Suivant l'analyse historique de Gagnon, on risque fort de retrouver bientôt deux réseaux de garderies, l'un étatique et syndiqué, au service des milieux défavorisés, l'autre alternatif et privé, accessible aux plus fortunés.

Au terme de son analyse des pratiques émancipatoires dans le domaine du « cadre de vie », Gagnon s'interroge sur le caractère populaire ou petit-bourgeois des groupes alternatifs, sur la tendance à la technocratisation et à la bureaucratisation des expériences d'autogestion, et sur la question du contrôle des pratiques émancipatoires par l'État.

La recherche se tourne ensuite du côté des pratiques culturelles. Il n'est cependant pas question des industries culturelles de masse. L'expérience du Regroupement des organismes culturels et communautaires de Rimouski (ROCCR) semble être celle d'un centre culturel que les problèmes financiers, les conflits internes et les interventions politiques ont transformé en ghetto alternatif. Les radios communautaires, confrontées aux impératifs de la concurrence et des subventions gouvernementales, n'ont pu avancer de façon significative dans la voie des pratiques émancipatoires. Du côté du milieu théâtral, l'exemple du *Parminou* présente une réussite originale, qui a su sortir de la « pratique esthétique du théâtre traditionnel » sans tomber dans un théâtre de « rééducation des masses ». Les revues, d'abord surtout politiques, sont devenues plus ouvertes et plus variées. Plusieurs magazines populaires ne purent pourtant survivre sur le marché québécois. La revue *Possibles*, qui compte Gagnon et Rioux parmi ses fondateurs, fait ici figure d'exception. Au moment où la société québécoise est « en manque d'utopies concrètes et de projets politiques bien enracinés », la précarité de la survie des revues non traditionnelles pose un sérieux problème.

Après cette analyse des pratiques émancipatoires, Gagnon tente d'éclairer les convergences de ces pratiques avec les principaux mouvements sociaux et culturels de la société québécoise. Le repli syndical (dont l'analyse est particulièrement sévère à l'endroit de la CSN) et le caractère de plus en plus abstrait de la politique des partis traditionnels a comme parallèle, chez les militants populaires, la montée d'un intérêt pour les problématiques féministe, écologiste et pacifiste. C'est de ce côté, selon Gagnon, « que risque d'émerger une conscience politique établissant des liens permanents entre pratiques émancipatoires et mouvements sociaux ou culturels » (p. 122).

En terminant son essai, Gagnon plaide pour l'utopie d'une société québécoise « plus égalitaire et plus conviviale », basée sur une sorte d'entrepreneurship collectif, dans laquelle usagers, producteurs et créateurs pourraient « devenir de véritables citoyens ».

Émancipation

Marcel Rioux, dans son essai sur l'émancipation, définit d'abord ce qu'il entend par culture populaire. Il engage ensuite son questionnement sur la crise culturelle de l'Amérique, sur l'état de ces « habitudes du coeur », pour reprendre l'expression de Tocqueville. Dans cette société primitive contemporaine où, suivant Baudrillard, triomphent l'amnésie et l'inculture, le contenant passe avant le contenu. Des conférences de presse de Reagan au scandale télévisé des évangélistes de PTL, Rioux constate que l'Amérique est devenue une société du spectacle. Selon le sociologue, le problème de l'Amérique (et par extension de l'Occident qu'elle domine) est d'aller sans cesse « vers un morcellement de la réalité et une apparence envahissante qui finit par remplacer cette réalité » (p. 162). Les premiers choix dans cette direction datent de loin et ne sont pas étrangers au fait que ceux qui fondèrent l'Amérique étaient de culture anglo-protestante. Finalement, c'est par la subordination de la raison culturelle à la raison économique et par la croyance à la neutralité de la technique que s'explique l'état des sociétés industrielles avancées. Au sein de celles-ci, le Québec se présente, depuis 1980, comme une entité de moins en moins distincte. Les pratiques émancipatoires, comme le féminisme et l'écologisme, sont de nouvelles tentatives de libération présentes dans ces sociétés. Ces tentatives, qui diffèrent des projets de société pensés et imposés par le haut, sont soumises à la grande force de récupération du système actuel. Il reste à espérer, suivant Rioux, que les pratiques émancipatoires ne soient pas le dernier sursaut de combativité de la culture populaire « avant la disparition du sujet et du point de vue critique » (p. 179).

Il s'agit donc de deux essais à caractères différents, mais présentant une certaine complémentarité. Alors que l'essai de Gagnon doit être retenu surtout pour sa synthèse originale de travaux empiriques sur l'autogestion québécoise, celui de Rioux se présente plutôt comme une discussion théorique sur les chances de l'émancipation dans l'état actuel de la situation cultu-

relle des sociétés industrielles avancées. La faiblesse de l'essai de Gagnon est probablement d'accorder trop d'importance historique au rôle d'acteurs comme les groupes marxistes-léninistes dans l'échec de certaines pratiques émancipatoires, alors que trop peu d'attention est portée aux limites structurales que l'économie capitaliste impose aux expériences de coopération et d'autogestion. Quant à Rioux, nous sommes tenté de mettre sur le compte d'une certaine nostalgie « rousseauiste » (p. 178) ses attaques contre une technologie télévisuelle dont il serait inutile d'espérer faire un bon usage.

L. Jalbert et L. Lepage (dir.), *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, Montréal, PUQ, 1986.

L. Jalbert et L. Beaudry (dir.), *Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel*, Montréal, PUQ, 1987.

Jocelyne Lamoureux, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal.

L'Association d'économie politique (AÉP) travaille depuis quelques années à s'imposer comme un forum dynamique dans le champ des problèmes économiques, sociaux et politiques qui confrontent nos sociétés. C'est dans cet esprit que, sous la direction de Lizette Jalbert et de Laurent Lepage et sous la direction de Lizette Jalbert et de Lucille Beaudry, sont parus dans la collection « Études d'économie politique » de l'AÉP deux livres qui tentent de cerner certaines configurations de « l'esprit du temps » : *Néo-conservatisme et restructuration de l'État* et *Les Métamorphoses de la pensée libérale : sur le néo-libéralisme actuel*.

Néo-conservatisme et restructuration de l'État

Néo-conservatisme et restructuration de l'État (1986) constitue en fait les actes du colloque du même nom, organisé à l'automne 1985 par l'Association d'économie politique, et qui visait essentiellement à tenter « d'identifier la substance de ce nouveau discours politique ». Selon les responsables de la publication des actes, Lizette Jalbert et Laurent Lepage, un sentiment d'urgence domine devant les excès d'autoritarisme, les nouvelles stratégies économiques et les conséquences désastreuses de la reformulation de la politique sociale placée sous l'étiquette néo-conservatrice. La situation qui prévaut aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada sera donc analysée.

Comme le titre l'indique, le néo-conservatisme est mis en rapport avec la « restructuration de l'État ». Quelques-uns des articles du livre traitent de la crise de gouvernabilité de nos sociétés, thème popularisé dès 1975 dans les rapports de la Trilatérale. Lizette Jalbert et Laurent Lepage, Chantal Mouffe et Ralph Miliband soulignent sous cet angle, dans leurs articles respectifs, la contre-offensive néo-conservatrice, qui met en cause l'articulation du libéralisme et de la démocratie, l'élargissement des droits de créance sociaux et civiques, la notion donc de citoyenneté à laquelle les mouvements des femmes, des Noirs et d'autres laissés-es pour compte du système ont donné un second souffle. En effet, les néo-conservateurs affirment que le « democratic distemper » des années soixante a provoqué la crise de gouvernabilité des années soixante-dix et conduit à d'incontournables solutions autoritaires. Léo Panitch, quant à lui, illustre la charge du néo-conservatisme contre la liberté d'association et les divers droits au militantisme (activist rights) qui frappe le mouvement syndical en Grande-Bretagne.

Après un texte plutôt général de Bertran Gross et Kusum Singh sur « La nouvelle droite des années '80 », deux auteurs traitent avec beaucoup d'efficacité du néo-conservatisme en action. En effet, Frédéric Lesemann, après avoir dressé un portrait de la restructuration de la politique sociale américaine dans ses liens avec les transformations parallèles des politiques fiscales, monétaires, et relatives au travail et à l'em-